



LES CONSEILLERS DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

MAI-JUIN 2020

COVID-19 IMPACT SUR LES ENTREPRISES FRANÇAISES EN AMÉRIQUE LATINE & CARAÏBES

Enquête effectuée entre le
01 et le 15 mai 2020

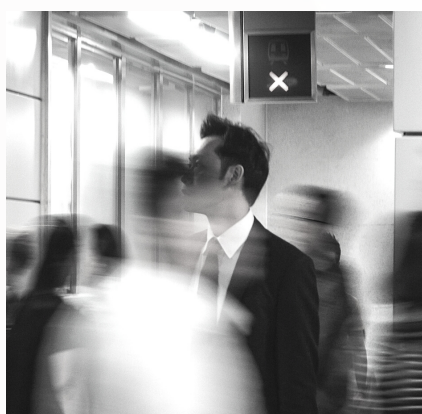


LES CONSEILLERS DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

ENQUÊTE

La réalisation de cette enquête sur l'ensemble de la zone Amérique latine & Caraïbes, effectuée entre le 1er et le 15 mai 2020, a permis de mesurer l'impact du COVID-19 sur l'activité économique des sociétés françaises implantées dans la région.

Le taux de réponse sur les 220 entreprises françaises réparties dans 23 pays de la zone est de 85%, légitimant les résultats analysés.



PRÉSENTATION DE L'ÉCHANTILLON

Plus de la moitié des sondés sont, localement, dans une structure de type PME, 22% dans une TPE, 21% dans une ETI et seulement 4,5% font partie d'une structure de plus de 5000 employés. Paradoxalement, au niveau mondial 48% des personnes sondées appartiennent à un grand groupe, 20% à une PME, 8,33% à une ETI et 15% à une structure différente.

Bien que 48% des sondés appartiennent à un grand groupe, leur structure locale correspond en majorité à une PME (52% des personnes interrogées).

26 secteurs d'activités sont représentés dont principalement **l'énergie** (13%) **l'agroalimentaire** (10%) et **l'industrie** (10%). Les 67% restants sont répartis sur tous les autres secteurs sondés parmi lesquels : tourisme, transport, consulting, distribution, banques & assurances, BTP/construction, santé et services aux entreprises.

Couverture géographique

Argentine	Equateur	Panama
Brésil	Guatemala	Paraguay
Chili	Guyanes	Pérou
Colombie	Honduras	Rép. Dom.
Costa Rica	Mexique	San Salvador
Cuba	Nicaragua	Uruguay
		Venezuela

1. RÉPONSE IMMÉDIATE À LA CRISE

Toutes les entreprises à travers le monde ont dû prendre des **mesures de sécurité** au sein même de leurs structures afin de faire face à la pandémie.

L'**annulation des voyages professionnels** a été quasi systématique (89% des sondés ont attribué la note maximale à cette mesure), tout comme l'annulation des événements. 76% ont eu recours au télétravail, dans la même optique, 68% indiquent avoir adopté des **mesures d'isolation et de rotation des équipes**.

Bien que les méthodes de travail aient connu un **bouleversement rapide**, cela n'a pas entraîné systématiquement une modification des horaires de travail : seules 27% des entreprises y ont eu recours tandis qu'un tiers d'entre elles n'a pas changé de rythme.

76% des entreprises ont recours au télétravail.

3 RÉPERCUSSIONS MAJEURES*

Annulation/report des voyages internationaux

Baisse des prévisions d'investissements

Annulation/report des actions promotionnelles

**les répondants ressentent faiblement les difficultés suivantes :*

- Difficultés de paiement des salaires
- Baisse de la mobilisation des collaborateurs étrangers
- Impacts sur les marchés d'exportations

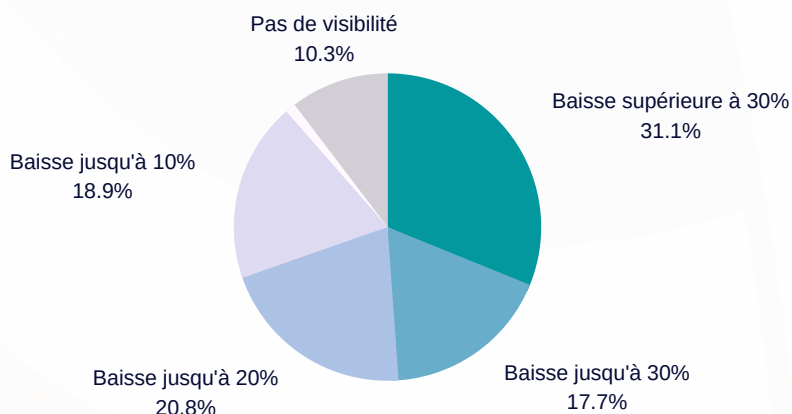




2. IMPACT SUR L'ACTIVITÉ

Impact sur le chiffre d'affaires

Pour la majorité des entreprises leur chiffre d'affaires sera affecté pour l'exercice 2020 : elles envisagent une **baisse de 10% à 30%, voire supérieure à 30%** pour un tiers d'entre elles. Pour plus de la moitié, cette perte est rattrapable car il s'agit plutôt d'un **décalage dans le temps** (facturation reportée), pour l'autre moitié en revanche c'est une perte « sèche ».



Activité & trésorerie

Parmi les problèmes majeurs signalés par les entreprises sondées et établies dans la région, les difficultés de trésorerie ont été largement évoquées. De fait, **plus de 80% des répondants estiment que les problèmes de trésorerie correspondent entre 15 jours et 3 mois de capital travail avec une moyenne de 2 mois.**

80%

des entreprises verront leur
CA significativement affecté
en 2020

3. IMPACT MACROÉCONOMIQUE

Au-delà de la situation microéconomique, il est important d'évaluer l'environnement général. Ainsi, les entreprises sondées ont fait part de leurs observations sur la situation macroéconomique des pays dans lesquels elles se trouvent. Trois tendances apparaissent très clairement :

- **Projection d'une croissance nulle voire d'une récession en 2020** pour 80% des sondés.
- **Contraction de l'activité** des entreprises
- **Chute de la monnaie locale** versus USD/EUR

Le ralentissement des échanges et l'inflation découleront également de cette crise dont les effets seront plus ou moins importants d'un pays à l'autre. En effet, l'Argentine et le Venezuela, déjà sujets à l'hyperinflation, seront très certainement affectés dans les prochains mois. De manière générale, la crainte d'une dépréciation monétaire dans les pays de la zone donne lieu à des inquiétudes face aux tendances inflationnistes que ce phénomène peut induire.

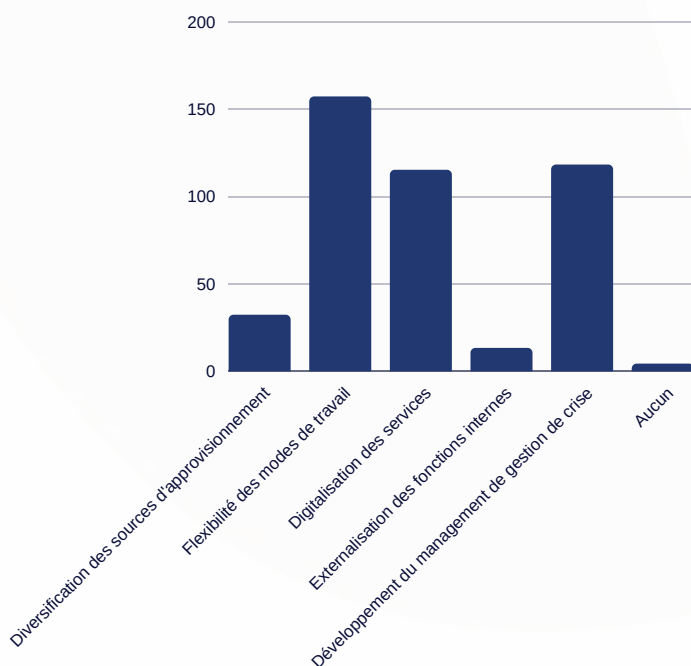


LE JOUR D'APRÈS

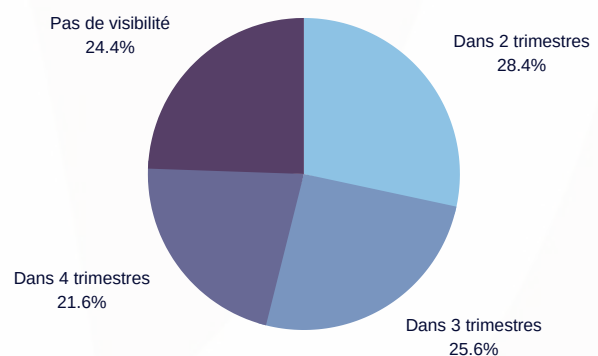
Une crise de cette ampleur entraîne inéluctablement des changements socio-économiques importants. Outre les perspectives de reprise, les entreprises sondées ont indiqué les enseignements à tirer de cette épreuve.

La **flexibilité des méthodes de travail** est l'enseignement le plus plébiscité, représentant 87% des réponses. La digitalisation est la grande gagnante de cette crise avec pour conséquences une hausse potentielle du télétravail, une plus grande flexibilité au travail et une accélération des échanges à distance.

Les estimations de reprise sont très hétérogènes et varient d'un secteur à l'autre. Ainsi, si près de 30% des répondants restent optimistes et envisagent une reprise dans six mois, plus de 20% ne voient pas de retour à la normale avant un an. Pour un quart des répondants, il est encore trop tôt pour se projeter.



Estimation de reprise dans le temps



La digitalisation est la grande gagnante de cette crise



Quel rôle pour les autorités françaises locales et le gouvernement français ?

Dans l'ensemble, les attentes auprès des autorités françaises locales et du gouvernement français sont les mêmes ou se rejoignent sur de nombreux points.

Deux mots émanent des commentaires libres : dialogue & soutien

Il est attendu des institutions françaises sur place (Ambassades, Services économiques, AFD, Team France Export) qu'elles dialoguent **avec les gouvernements locaux** afin de les inciter à mettre en place des mesures de soutien aux entreprises/filiales étrangères. A ce titre, le Mexique est mentionné à plusieurs reprises en raison d'une gestion tardive de la pandémie.

La **valorisation des investissements français dans le pays d'implantation** est également souhaitée, non seulement pour démontrer les externalités positives en termes de croissance et d'emplois, mais aussi pour attirer d'autres **investisseurs français dans la région**. Sur la question des Investissements directs étrangers (IDE), il est souhaitable que les institutions françaises prennent ensuite le relai depuis la France dans le cadre de **discussions bilatérales**. Certaines entreprises appellent le gouvernement français à apporter son soutien à la relance des économies des pays de la zone durement frappés par la crise, Cuba et la Colombie sont notamment cités.

Le dialogue ne doit pas se limiter à un échange entre deux pays, il apparaît évident dans cette enquête que les français de l'étranger ont besoin d'être informés à plusieurs niveaux. Pour cela un mot d'ordre : communication.

Ainsi, la communauté d'affaires souhaite **plus de transparence et d'informations sur les dispositifs d'aide** déjà existants pour les entreprises françaises à l'international. Par ailleurs, il est important de rappeler que près de 54% des sondés travaillent dans des entreprises de droit local. De fait, **la problématique des entreprises de français à l'étranger (EFE)** revient régulièrement. Celles-ci appellent les autorités françaises à mettre en place des mesures spécifiques pour pallier aux difficultés rencontrées durant la crise, notamment les besoins de trésorerie (aides financières, accès encadrés aux crédits).

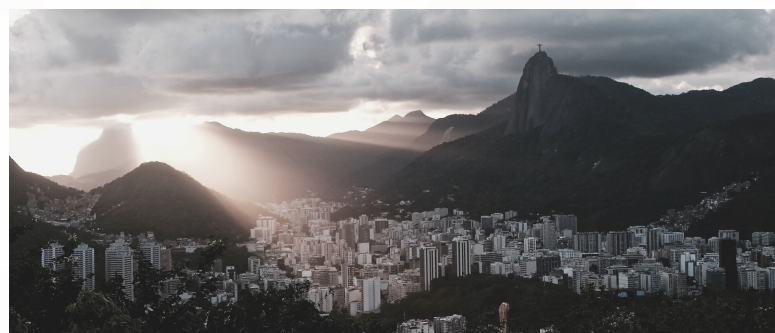
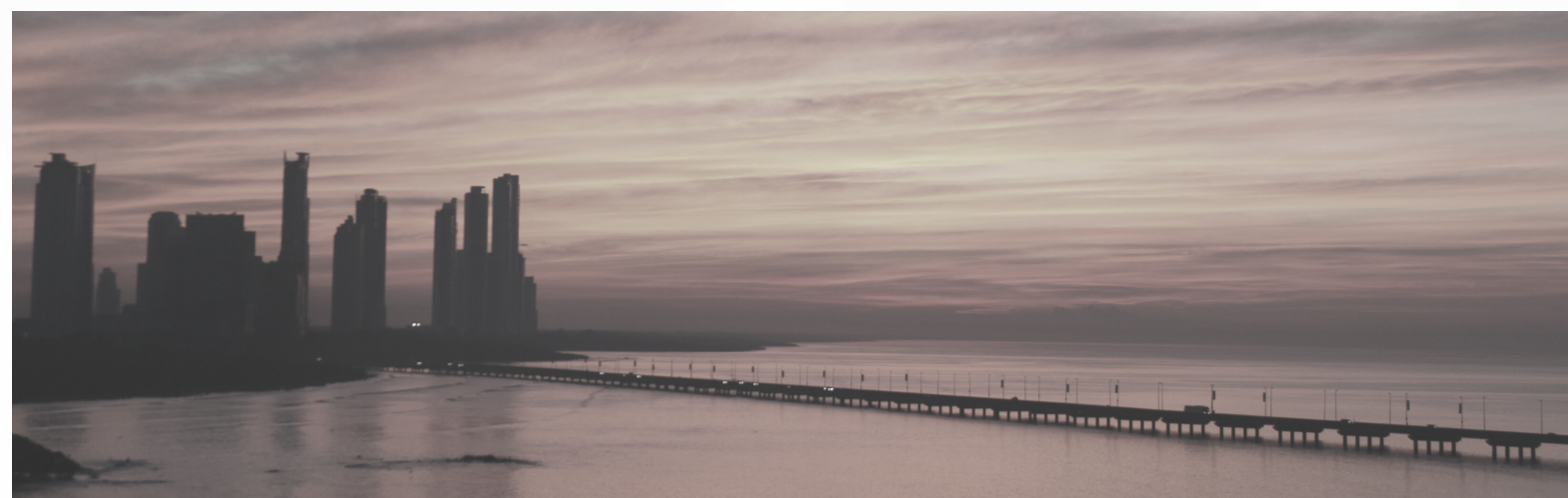
Au-delà des attentes d'ordre économique, les personnes interrogées manifestent des **inquiétudes sur la situation sanitaire**. Elles attendent des autorités françaises locales de la transparence concernant l'avancée épidémiologique, les possibilités de rapatriement et les conditions de retour en France (vols, ouverture de frontière, quarantaine). Au moment de l'enquête certaines questions n'avaient pas encore été traitées par le gouvernement français.

Les participants ont également donné quelques pistes de réflexion sur les orientations à prendre pour **relancer l'économie française**. Il semble évident que la relance doit être internationale et pour cela un plan de soutien des entreprises et un appui à l'export sont requis. Parallèlement, les enseignements tirés durant cette crise doivent encourager à des **nouveaux modes de travail** et de **nouveaux modes de production** qui prennent en considération la **responsabilité sociale et environnementale des entreprises**. Certains évoquent un plan de relance fondé sur la transition écologique. La nécessité de préserver les **secteurs stratégiques** est également rappelée. En somme, une autre mondialisation est possible et nécessaire pour relancer l'économie.

Enfin, certains ne manifestent aucune attente. Les dirigeants d'**entreprises de droit local** s'en remettent aux autorités de leur pays d'implantation, tandis que les responsables de filiales françaises attendent les directives des maisons mères. Néanmoins, pour beaucoup, cette « absence d'attente » s'avère être positive : en effet, nombreuses sont les entreprises sondées qui soulignent l'**efficacité des ambassades et services régionaux**, ainsi que la force du réseau de la communauté d'affaires française. La gestion de la crise s'est aussi faite entre opérateurs publics et privés français, au sein de structures d'appui locales déjà établies (chambre de commerce, conseillers du commerce extérieur de la France, etc).

L'ingéniosité et la générosité des entreprises françaises en Amérique latine et dans les Caraïbes ont été et sont ici saluées, tant par le soutien mutuellement apporté que par les nombreuses actions réalisées directement auprès des populations locales.

"une autre mondialisation est possible et nécessaire pour relancer l'économie"





**LES CONSEILLERS DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DE LA FRANCE**

Commission Amérique latine & Caraïbes

CONTACTS

Charles-Henry CHENUT - Président
chenut@cosjuris.com

PRESSE

Haïze Etchamendy
hetchamendy@cnccef.org
+33 (0)7 85 03 85 43